De la légèreté d'une promesse présidentielle

LE MONDE | 28.01.2014 à 10h54

François Hollande a donc perdu le pari qu'il s'était imposé à lui-même : non seulement la courbe du chômage n'a pas été inversée, à la fin de 2013, mais le nombre de demandeurs d'emploi a atteint, avec 3,3 millions de chômeurs sans aucune activité, un nouveau record historique.

En son temps, Nicolas Sarkozy avait été tout aussi imprudent. En 2007, il s'était engagé sur le retour au plein-emploi à la fin de son quinquennat, soit un taux de chômage de 5 %. En cas d'échec, il avait promis de tenir un langage de vérité : ce serait aux Français, assurait-il, d'en *« tirer les conséquences »*. On connaît la suite, aggravée par la crise financière de 2008. La note AAA de la France a été dégradée. Le chômage a explosé et M. Sarkozy a été battu.

Depuis l'élection de M. Hollande, la note de la France a été de nouveau dégradée, et le chômage a poursuivi sa progression. A un rythme moindre, certes : 177 800 chômeurs de plus en 2013, contre une hausse de 283 800 en 2012.

Le président a encore trois ans pour faire baisser la courbe, et il a marqué des points. L'envolée du chômage se ralentit ; grâce à l'utilisation massive de contrats aidés et d'emplois d'avenir, le chômage des moins de 25 ans, toujours élevé, amorce sa décrue. En revanche, pour les seniors de plus de 50 ans, la situation n'en finit pas de s'assombrir. Il en est de même pour les chômeurs de longue durée, inscrits depuis plus d'un an.

En ne prenant pas, dès son arrivée, la mesure de la gravité de la crise, M. Hollande a pris le risque d'échouer. Car la leçon est claire : faute de croissance, l'économie continue de détruire des emplois ; et le traitement social relève des soins palliatifs. *« S'il n'y a pas de croissance forte, il n'y aura pas de diminution du chômage »*, a proclamé M. Hollande depuis Ankara, en Turquie. Comme s'il découvrait, aujourd'hui, une règle qu'il ne pouvait pas ignorer.

Il paraît désormais décidé à en tirer les conséquences. La dégradation continue du chômage justifie la démarche du pacte de responsabilité proposé par le chef de l'Etat aux partenaires sociaux. Il répond au principe simple que ce sont d'abord les entreprises dans le secteur marchand qui créent des emplois. Et que, pour les y aider sans mettre en péril le modèle social, il faut alléger les charges et les contraintes.

Mais la concertation engagée, lundi 27 janvier, par Jean-Marc Ayrault montre que le pari du pacte est, lui aussi, loin d'être gagné, tant le fossé est large entre les attentes du patronat et les exigences des syndicats. Le *« grand compromis social »* espéré par M. Hollande suppose un changement de culture, ou plutôt une révolution culturelle, ce qui est loin d'être acquis.

Et si ce pacte est conclu, il mettra du temps à donner des fruits. Là encore, si la croissance n'était pas au rendez-vous – elle doit atteindre 1,5 % pour être créatrice d'emplois –, le rêve présidentiel se solderait par un mirage.